Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

INTERNATIONALISME

Organe du Courant Communiste International en Belgique

N° 346
2e TRIMESTRE 2010
1,30 EUR

Belgique - België
P.B.
2600 Berchem 1-2
BC 9925

Bureau de dépôt B-2600 Berchem 1-2
N° d'agréation P408982
Périodique paraissant 4x par an

ISSN 0771.4750

LA SÉCURITÉ SOCIALE POUR LES TRAVAILLEURS?

Le capitalisme n'offre qu'une seule perspective à la classe ouvrière: la misère

Gouvernement et médias le proclament haut et fort: la Belgique aurait traversé la crise sans trop de dégâts grâce à sa Sécurité sociale. Et déjà, l'horizon économique s'éclaircirait de sorte que l'austérité et les restrictions ne seraient plus bientôt qu'un mauvais rêve pour notre "petit pays prospère". L'hiver dernier, les associations caritatives tiraient la sonnette d'alarme: à cause d'une pauvreté croissante, beaucoup de gens étaient victimes du froid rigoureux. Depuis lors, la neige et le gel ont disparu mais les sans-logis, les SDF, la misère croissante dans des parties de plus en plus larges de la population sont plus que jamais bien présents. L'hiver glacial n'a d'ailleurs dévoilé que la partie visible de l'iceberg car la pauvreté se développe au niveau planétaire. La période où la pauvreté était associée à l'Afrique, l'Asie ou l'Amérique latine est révolue. Aujourd'hui, c'est en Europe même que des millions de gens y sont confrontés. Un Européen sur cinq risque de tomber dans la pauvreté, d'après les derniers chiffres d'Eurostat et de EU-SILC (Union européenne/ Study on Income and Living Conditions). Selon la définition utilisée, quiconque gagne moins de 60% du revenu d'une famille moyenne court le risque de connaître la pauvreté. En Espagne et en Grèce, 20% de la population est déjà en dessous de ce seuil de pauvreté relatif et 4,5% de la population vit dans une misère extrême. Au Royaume-Uni, un tiers des enfants grandit dans la pauvreté. En Belgique, la pauvreté touche déjà 15% des personnes (une famille sur sept, soit plus de 1.500.000 personnes), un chiffre plus élevé que dans les autres pays "riches" d'Europe occidentale.

L'insécurité sociale devient plus que jamais la règle pour une grande partie de la classe ouvrière. Le développement de cette insécurité a également un impact sur les conditions de vie que les travailleurs peuvent assurer pour eux-mêmes et pour leurs enfants dans ce système social. La pauvreté n'est pas seulement un drame financier mais elle inclut tous les domaines de la vie sociale: le logement, les soins de santé, l'enseignement et mène à l'exclusion sociale, à l'isolement, à l'absence de perspective, à une pression extrême pour une partie croissante de la population. C'est un cercle vicieux qui entraîne des familles entières de plus en plus profondément dans la misère. Des drames individuels et des révoltes sans perspectives découlant de cette situation terrible sont d'ailleurs devenus une rubrique récurrente à la une des médias.

Des emplois moins nombreux et mal payés …

Les revenus générés par le travail sont bien sûr la pierre angulaire du système capitaliste. Or, les marchés qui se contractent posent à la bourgeoisie un problème de capitaux disponibles et de baisse des profits et la pousse à attaquer les salaires et les conditions de travail. Les profits et le capital sont de fait du travail non rémunéré. Dès lors, soit la productivité du travail augmente, soit la part des salaires diminue: moins de travailleurs par unité produite ou moins de salaire.

- La crise économique actuelle accentue lourdement la contraction du marché du travail: l'année dernière, la "clientèle" de l'ONEM a augmenté de 10% pour atteindre 1,3 million de personnes et la situation se détériore encore en 2010 (déjà 1,4 millions en mars). Jamais dans l'histoire de l'ONEM, ce chiffre n'a été atteint (et ceci malgré une politique agressive de "contrôle" des chômeurs qui a abouti en 2009 à la suspension (temporaire) de 90.000 personnes (Agence Belga, 10.03.2010)). Rien qu'en Flandre le nombre a augmenté sur base annuelle de 23,8%. Dans des pays comme l'Irlande ou le Danemark, on a observé un doublement du nombre de chômeurs. Au Pays-Bas, la hausse était de 50% et en France de 25%. Le résultat relativement bas de la Belgique s'explique par l'existence d'un système généralisé de chômage partiel, qui permet aux entreprises de "parquer" leurs travailleurs – et depuis peu aussi (sous conditions) leurs employés – en surnombre auprès de l'ONEM, sans pour autant devoir les licencier. En mars et avril 2009, *25% de la population ouvrière* totale se retrouvait dans ce système de chômage économique temporaire!

- Par ailleurs, un nombre de plus en plus important de travailleurs court également le risque de tomber dans la pauvreté. A cause de situations de travail précaires ou de salaires insuffisants, les familles monoparentales (de 32% en 2005 à 40% en 2008, selon le rapport EU-SILC), des familles avec plusieurs enfants et des personnes qui ne sont pas de nationalité d'un pays de l'UE sont les premières à sombrer dans la pauvreté. Les nombreux contrats partiels ou temporaires, les emplois précaires induisent aussi un risque accru de pauvreté. En 2006, 14% de ceux qui se trouvaient sous le seuil de pauvreté avaient cependant un travail.

Trouver un emploi devient de plus en plus difficile et le fait d'avoir un emploi n'est pas en soi une garantie d'échapper à la spirale de la pauvreté. La paupérisation absolue de larges parties de la population – et essentiellement de travailleurs – se traduit clairement dans la baisse de la quote-part des salaires dans le revenu national du pays: elle est descendue en quelques années de 60% à 50% d'après les chiffres de la Banque nationale.

et les allocations en chute libre...

Nos démocraties se targuent pourtant d'avoir mis en place une sécurité sociale solide qui empêche la chute dans la pauvreté en soutenant les plus vulnérables par des allocations sociales. Les instituts universitaires qui observent la situation

(suite à la p. 2)

GRÈCE, ESPAGNE, PORTUGAL

Des États en faillite

Une classe ouvrière attaquée

Grèce, Portugal, Espagne, Irlande, France, Allemagne, Angleterre… partout la même crise, partout les mêmes attaques. La bourgeoisie affiche ouvertement la couleur. Son discours froid et inhumain tient en quelques mots: *«Si vous voulez éviter le pire, la catastrophe économique et la faillite, il va falloir vous serrer la ceinture comme vous ne l'avez encore jamais fait !»*. Certes, tous les Etats capitalistes ne sont pas immédiatement dans la même situation de déficit incontrôlable ou de cessation de paiement, mais tous savent qu'ils sont entraînés irrémédiablement dans cette direction. Et tous utilisent cette réalité pour défendre leurs sordides intérêts. Où trouver l'argent nécessaire pour tenter de réduire un peu ces monstrueux déficits? Il n'y a pas à chercher bien loin. Si déjà certains d'entre eux sont passés à l'offensive contre la classe ouvrière, tous préparent idéologiquement le terrain.

La Grèce, l'Irlande, le Portugal et l'Espagne: un avant goût de ce qui attend toute la classe ouvrière

Le plan d'austérité grec destiné à réduire les déficits publics est d'une extrême brutalité et d'un cynisme inouï. Le premier ministre des finances de ce pays vient de déclarer sans broncher que «*les fonctionnaires devaient faire preuve de patriotisme… et donner l'exemple"*(1). Ils devraient ainsi accepter sans rien dire, sans se battre, que leurs salaires soient revus à la baisse, que leurs primes soient supprimées, que l'on ne remplace plus les départs à la retraite qu'au compte-goutte, que ceux-ci soient repoussés au-delà de 65 ans et, enfin, qu'ils puissent être licenciés et jetés comme des kleenex. Tout ça pour défendre l'économie nationale, celle de leur Etat exploiteur, de leurs patrons et autres suceurs de sang d'ouvriers. Toutes les bourgeoisies nationales européennes participent activement à la mise en œuvre de ce plan d'austérité drastique. L'Allemagne, la France et même l'Espagne prêtent en effet une attention toute particulière à la politique et aux attaques menées par cet Etat. Ils veulent lancer au prolétariat à l'échelle internationale ce message: «*Regardez la Grèce, ses habitants sont obligés d'accepter des sacrifices pour sauver l'économie. Vous allez tous devoir faire de même.*»

Après les ménages américains, les banques, après les entreprises, voici le temps venu où ce sont les Etats eux-mêmes qui subissent de plein fouet la crise économique et qui sont menacés par la faillite. Résultat: ils doivent à leur tour orchestrer d'impitoyables attaques. Ils vont organiser dans les mois à venir une réduction draconienne du nombre de fonctionnaires, du «coût du travail» en général et, donc, de notre niveau de vie à tous. La bourgeoisie prend les ouvriers pour du bétail que l'on pourrait mener à l'abattoir quand ses intérêts mesquins le commandent. La situation est identique au Portugal, en Irlande et en Espagne, mêmes plans brutaux, même catalogue de mesures anti-ouvrières. En France et aux Pays-Bas, toute la bourgeoisie prépare le terrain pour suivre ce chemin. Mais cela n'est pas une spécificité de la zone euro. Aux Etats-Unis, le pays le plus puissant de la planète, après deux petites années de crise, on dénombre plus de 17 % de chômeurs, 20 millions de nouveaux pauvres et 35 millions de personnes survivant grâce aux bons d'alimentation. Et chaque jour qui passe apporte son nouveau lot de misère.

Les États confrontés à leur propre insolvabilité

Comment en est-on arrivé là? Pour toute la bourgeoisie, en particulier sa fraction d'extrême-gauche, la réponse est très

(suite à la p. 2)

Dans ce numéro

suite de la p. 1

UNE SEULE PERSPECTIVE À LA CLASSE OUVRIÈRE: LA MISÈRE

sociale pour le compte de la bourgeoisie dégonflent la baudruche: «*Les minima sociaux sont largement insuffisants. Même si les familles avec un revenu faible n'ont pas de problèmes de santé et gèrent leurs revenus de manière exemplaire, ils ne pourront pas réaliser les conditions matérielles pour une bonne santé et une autonomie (...). Celui qui vit uniquement d'une allocation se situe presque automatiquement dans notre pays autour ou en dessous du seuil de pauvreté*» (B. Cantillon, Centre pour la Gestion Sociale, U. Anvers, *De Standaard*, 16.05.09 et 24.03.10). Le Pacte des Générations (2005) et la Loi Programme (2006), avaient permis aux autorités de proposer en grande pompe un mécanisme structurel d'adaptation des allocations sociales au bien-être. Sur papier cela semblait nickel mais dans la réalité, malgré les belles promesses des gouvernements successifs, rien n'a été mis en application. La ministre flamande de la lutte contre la pauvreté, Ingrid Lieten (Socialiste flamande) soulignait encore dernièrement que les allocations de base (fédérales), telles que le salaire de survie et l'allocation minimale en cas de maladie chronique n'étaient plus "décentes". Elle veut les augmenter de 150 euros par mois, tout en ajoutant cyniquement: «*Evidemment, une telle augmentation est difficile à réaliser en pleine période de crise. Nous le savons parfaitement*». Le recul des allocations sociales est implacablement illustré par les données suivantes:

- Les allocations minimales – le salaire de survie, les retraites de base, les allocations d'invalidité, etc. - se situent 100 euros en dessous du seuil de pauvreté européen!

- En Belgique, le rapport entre les allocations de chômage minimales et les salaires moyens a baissé de 40% par rapport au milieu des années 1970;

- En comparaison avec l'évolution des salaires les plus bas, les allocations d'assistance ont reculé proportionnellement durant les années 1990 de 10% (Belgique) à 20% (Suède) et plus (Pays-Bas).

D'une part, la bourgeoisie veut réduire les frais improductifs: tous les frais qui ne sont pas directement liés au processus de production doivent être réduits au minimum. D'autre part, elle veut maintenir ce que les sociologues appellent la fonction de "stimulation" de ces allocations: les allocations sociales doivent rester nettement inférieures aux revenus du travail car, pour faire baisser les salaires, il ne faut pas que ces derniers s'approchent trop du niveau de ces allocations, soi-disant pour ne pas "démotiver le travail"(sic). Sous le prétexte d' "inclusion sociale", on organise ainsi l'exclusion de quiconque ne peut pas être "activé".

Le système des pensions est déjà depuis un certain temps à la traîne et est totalement insuffisant. Les interventions forfaitaires des soins de santé sont bien trop limitées pour ceux qui ont une petite retraite et cette dernière ne suffit plus dans la plupart des cas à payer la maison de repos. La pension moyenne brut par salarié comporte 925 euros (*Assuralia*, 10.02.2010). De fait, la Belgique a environ les retraites les plus basses d'Europe de l'Ouest. Les systèmes de pension complémentaires deviennent de plus en plus incontournables, mais ceux-ci accentuent non seulement l'inégalité mais sont aussi des mécanismes d'exclusion structurels. Des centaines de milliers de personnes non actives n'ont pas accès à ces systèmes complémentaires, tout comme les chômeurs, plus de 200.000 invalides, les handicapés et ceux qui bénéficient du salaire de survie, car, pour en bénéficier, il faut travailler. Et ne parlons pas des travailleurs intérimaires ou de ceux mis au travail dans le cadre du système des chèques-services.

Presque tous les pays européens ont revu durant ces dernières années à plusieurs reprises leur système de retraite. Dans les années 1990, ils ont rétabli "l'équilibre financier" des caisses de retraite et supprimé les retraites anticipées. Les réformes de la dernière décennie ont pour but soi-disant de prendre en considération l'augmentation de l'espérance de vie et le fait qu'il y a trop peu de "jeunes" qui cotisent et trop de "vieux" qui touchent ces allocations. Nous avons déjà montré qu'une partie croissante de la classe ouvrière est exclue du système et la bourgeoisie arrive sur le plan mondial de moins en moins à intégrer les jeunes générations dans le circuit du travail. Les revenus provenant des salaires sont donc en baisse et en conséquence, les caisses de retraite sont de plus en plus en difficulté. L'augmentation de l'âge de la retraite n'est qu'une nouvelle diminution de fait de l'allocation et annonce donc une accentuation de la paupérisation!

... mènent à une détérioration des conditions de vie

La combinaison du chômage, d'emplois précaires et mal payés et d'allocations de plus en plus maigres aboutit à un cumul de problèmes qui affectent de plus en plus durement les conditions de vie de la classe ouvrière:

- L'endettement des ménages augmente. De plus en plus de Belges vivent à crédit et ont des difficultés à repayer à temps leurs dettes. La centrale des crédits de la Banque nationale de Belgique relève qu'à la fin 2009, 4,5 millions de personnes (sur une population de +/- 10,5 millions) ont au moins un crédit à repayer. 356.611 de ceux –ci ont un retard de remboursement, une augmentation de 3,6%. Le total de la somme impayée a augmenté en 2009 de 16,1% (2,16 milliards d'euros). En 2007, 338.933 personnes étaient fichées comme surendettées. Et ce chiffre ne concerne que les crédits de consommation et les prêts hypothécaires. Les dettes concernant la location, les soins de santé, les télécommunications, l'énergie, ... ne sont pas reprises dans ces statistiques;

- La qualité de l'habitat se dégrade. Les revenus en baisse poussent une part croissante de la population ouvrière à rechercher des logements meilleur marchés, donc à louer dans les segments les plus bas du marché immobilier privé (le nombre d'habitations sociales étant totalement insuffisant). Ces familles modestes occupent dès lors de petites maisons humides et insalubres, avec des installations sanitaires insuffisantes, ou alors, elles deviennent des sans-logis. Dans la spirale infernale de la paupérisation et de l'exclusion sociale, l'accès à un logement abordable et décent est effectivement une donnée cruciale. Près de 3 millions d'Européens sont sans logis, dont 20.000 en Belgique (Ministère fédéral de l'intégration sociale). Selon une estimation des centres de recherche des Universités d'Anvers et de Liège, il y aurait en Flandre 12 sans-logis pour 10.000 habitants (7.000 au total), en Wallonie 25 pour 10.000 (8.000 au total) et à Bruxelles 30 pour 10.000 (3.000 au total).

Par ailleurs, un certain nombre de groupes ne sont sans doute pas repris dans les statistiques. Il y a les sans-abris temporaires ou chroniques, d'autres encore ne veulent pas être identifiés, souvent parce qu'ils sont illégaux. Le groupe des sans-abris augmente et devient de plus en plus jeune et féminin. Parmi eux aussi de plus en plus de locataires expulsés de leur habitation. La moitié des gens qui vivent en dessous du seuil de pauvreté sont encore propriétaires d'une maison, héritée ou acquise au moment où ils en avaient encore les moyens. Mais 1 sur 6 n'arrive plus à l'entretenir ou à la chauffer (étude EU-SILC). Voilà encore une confirmation du processus de paupérisation en cours ;

- L'augmentation des coupures partielles ou totales de gaz ou d'électricité est une autre indication de la détérioration des conditions de vie de la population ouvrière. Le prix du gaz naturel a augmenté de 50 à 70% entre début 2003 et la fin 2009 pour la grande majorité des familles belges, selon une étude du régulateur officiel du marché belge. Pour une famille qui a une consommation moyenne de gaz naturel, le prix à payer en décembre 2009 est de 35% à 40% plus cher qu'il y a 6 ans. En octobre 2009, Eandis, le gestionnaire de réseau le plus important en Flandre, avait plus de 88.000 points de raccordement (électricité et gaz) en tant que pourvoyeur social sur son réseau de distribution, c'est-à-dire des personnes qui avaient été rejetées par les fournisseurs commerciaux parce qu'elles n'arrivaient pas à payer leurs factures énergétiques. En région wallonne, 37.991 utilisateurs bénéficient du tarif social pour le gaz et 81.677 pour l'électricité (Commission Wallonne pour l'Energie – *CwaPE*, 2009);

- Les soins de santé reculent également. Logements insalubres, conditions de travail stressantes et une nourriture bon marché et déséquilibrée mènent souvent à des problèmes de santé. Pour des raisons financières, ces soins de santé sont souvent postposés. La santé se détériore et rend les conditions de travail encore plus difficiles. Les données confirment que la baisse des revenus mène à une détérioration de la santé, à un accès plus difficile aux soins de santé et à une mortalité anticipée. L'espérance de vie des Belges augmente et la mortalité enfantine baisse, mais les indicateurs de santé soulignent les inégalités significatives en ce qui concerne l'état de santé et l'accès aux soins de santé, par exemple quant à

☞

suite de la p. 1

GRÈCE, ESPAGNE, PORTUGAL

simple. Ce serait la seule faute des banquiers et des mastodontes comme Goldman Sachs et autre J.P. Morgan. Il est vrai que le système financier est devenu fou. Plus rien ne compte que son intérêt immédiat, selon le vieil adage «après moi, le déluge ». Il est maintenant connu de tous que ce sont ces grandes banques qui, pour gagner toujours plus d'argent, ont accéléré la cessation de paiement de la Grèce en pariant sur sa faillite. Elles feront sans aucun doute de même demain avec le Portugal ou l'Espagne. Les grandes banques mondiales et les institutions financières ne sont que des charognards. Mais cette politique du monde financier, finalement suicidaire, n'est pas la cause de la crise du capitalisme. Elle en est au contraire l'effet (qui, à un certain stade de son développement, devient lui-même un facteur aggravant).

Comme d'habitude, la bourgeoisie de tous bords nous ment. Elle dresse devant les yeux de la classe ouvrière un véritable rideau de fumée. Pour elle, l'enjeu est de taille. Il consiste à tout faire pour que les ouvriers ne fassent pas le lien entre l'insolvabilité croissante des Etats et la faillite du système capitaliste tout entier. Car la vérité est bien là: le capitalisme est moribond et la folie de sa sphère financière en est l'une des conséquences visibles.

Lorsque la crise a éclaté avec force au milieu de l'année 2007, partout, et notamment aux Etats-Unis, est apparue la faillite du système bancaire. Cette situation n'était que le produit de dizaines d'années de politique d'endettement généralisé et encouragé par les Etats eux-mêmes afin de créer de toutes pièces le marché indispensable à la vente des marchandises. Mais quand, *in fine,* les particuliers et les entreprises, étranglés par ces prêts, se sont révélés incapables de rembourser, les banques se sont retrouvées au bord de l'écroulement et toute l'économie capitaliste avec. C'est à ce moment-là que les Etats ont dû reprendre à leur compte toute une partie des dettes du secteur privé et mener des plans de relance pharaoniques et coûteux pour essayer de limiter la récession.

Maintenant ce sont donc les Etats eux-mêmes qui se retrouvent endettés jusqu'au cou, incapables de faire face à leurs propres dettes (sans d'ailleurs que le secteur privé ne soit sauvé pour autant) et en situation potentielle de faillite. Certes, un Etat n'est pas une entreprise, lorsqu'il est en cessation de paiement, il ne met pas la clef sous la porte. Il peut encore espérer s'endetter en payant toujours plus d'intérêts, ponctionner toutes nos économies, imprimer encore plus de papier monnaie. Mais vient un temps où les dettes (ou du moins les intérêts) doivent être remboursées, même par un Etat. Pour comprendre cela, il suffit de regarder ce qui se passe actuellement pour les Etats grec, portugais et même espagnol. En Grèce, l'Etat a tenté de se financer par l'emprunt sur les marchés internationaux. Le résultat ne s'est pas fait attendre. Tout le monde, sachant que celui-ci est maintenant insolvable, lui a proposé des emprunts à très court terme et à des taux de plus de 8 %. Inutile de dire qu'une telle situation financière est impossible à supporter. Que reste-t-il alors comme solution? Des prêts eux aussi à très court terme de la part d'autres Etats, tels l'Allemagne ou la France. Mais attention, ces puissances peuvent peut-être réussir à renflouer ponctuellement les caisses grecques, elles seront incapables de venir en aide après au Portugal, à l'Espagne et encore moins l'Angleterre... Elles n'auront jamais assez de liquidités. Et dans tous les cas, cette politique ne peut conduire très rapidement qu'à leur propre affaiblissement financier. Même un pays comme les Etats-Unis, qui peut pourtant s'appuyer sur la domination internationale de son dollar, voit son déficit public se creuser sans cesse. La moitié des Etats américains sont en faillite. En Californie, le gouvernement paye ses fonctionnaires non plus en dollars mais avec une sorte de «monnaie locale», des bons valables uniquement sur le territoire californien!

Bref, aucune politique économique ne peut sortir à terme les Etats de leur insolvabilité. Pour reculer les échéances, ils n'ont donc d'autres choix que de réduire très fortement leurs «dépenses ». Voilà exactement le sens des plans adoptés en Grèce, au Portugal, en Espagne et demain inévitablement dans tous les autres pays. Il ne s'agit plus ici de simples plans d'austérité tels que la classe ouvrière en a connus régulièrement depuis la fin des années 1960. Ce dont il est question maintenant, c'est de faire payer très cher la survie du capitalisme à la classe ouvrière. L'image que nous devons avoir en tête, ce sont ces files d'attente interminables de familles ouvrières faisant la queue devant les boulangeries dans les années 30 pour un morceau de pain. Voilà le seul avenir que promet la crise sans issue du capitalisme. Face à la misère croissante, seules les luttes massives de la classe ouvrière mondiale peuvent ouvrir la perspective d'une nouvelle société en renversant ce système basé sur l'exploitation, la production de marchandises et le profit ■

Tino/26.02.2010

1) *La Tribune* du 10.02.2010

EN GRÈCE

Les travailleurs face à de brutales mesures d'austérité

Nous publions ci-dessous la traduction d'un article paru sur le site Internet du CCI en anglais le 5 février. Il révèle que la colère et la combativité continuent d'animer le prolétariat en Grèce depuis un an. Cet article a aussi parfaitement anticipé ce qui se déroulerait les 10 et 24 février: des journées de grève suivies massivement par une classe ouvrière qui ne veut plus subir les violentes attaques de l'Etat avec des syndicats qui manœuvrent pour diviser les ouvriers et stériliser le mécontentement grandissant.

La situation grecque est importante car elle est une sorte de test pour la bourgeoisie européenne et même mondiale. De nombreux Etats vont devoir dans les mois qui viennent mener les mêmes attaques frontales que l'Etat grec contre les conditions de vie de la classe ouvrière. Si les mesures d'austérité drastiques passent dans ce pays, cela servira de test positif pour sonner le coup d'envoi à toute une série d'attaques à travers le monde. C'est pourquoi les bourgeoisies française et allemande, en particulier, apportent leur savoir-faire en terme d'encadrement de la classe ouvrière. Ils aident le gouvernement de Papandréou à quadriller le terrain en faisant monter au créneau les syndicats. Ceux-ci, en prenant les devants et en organisant des journées d'action, espèrent parvenir à canaliser le mécontentement grandissant.

Il y a un an, il y a eu trois semaines de luttes massives dans les rues de Grèce après l'assassinat par la police d'un jeune anarchiste, Alexandros Grigoropoulos. Mais le mouvement dans la rue, dans les écoles et les universités a eu de grandes difficultés à se coordonner avec les luttes sur les lieux de travail. Il n'y a eu qu'une seule grève, celle des enseignants du primaire qui, pendant une matinée, avait soutenu le mouvement. Même si ce fut une période de troubles sociaux massifs, incluant une grève générale, les liaisons n'ont finalement pas pu se faire.

Toutefois, en Grèce, les actions de travailleurs se sont poursuivies au-delà de la fin du mouvement de protestation jusqu'à aujourd'hui. Ainsi, le ministre du Travail, Andreas Lomberdos, a été contraint d'adresser une mise en garde à la bourgeoisie internationale. Il a affirmé que les mesures nécessaires dans les trois prochains mois, pour sortir de l'eau la dette nationale dans la crise qui menace de jeter la Grèce hors de la zone euro, pourraient entraîner une effusion de sang. *"Nous ne pouvons pas faire grand-chose pour empêcher cela"* a-t-il ajouté. Plus récemment, le mois dernier, le Premier ministre grec, dans un discours devant le Parlement, a déclaré que la crise de la dette nationale est *"la première crise de souveraineté nationale depuis 1974"*. Le nouveau gouvernement socialiste parle de réunir tous les partis bourgeois et tente de constituer un gouvernement d'unité nationale d'urgence qui serait en mesure de suspendre des articles de la Constitution garantissant le droit de réunion publique, de manifestation et de grève!

Même avant que le gouvernement ait tenté de mettre en œuvre ses "réformes" (autrement dit, les attaques contre la classe ouvrière) pour réduire le déficit budgétaire de 12,7 % à 2,8 %, il y a eu une grande vague de luttes ouvrières. Lors de ces deux derniers mois, les dockers ont été en grève ainsi que les travailleurs de Telecom, les éboueurs, les médecins, les infirmières, les enseignants des écoles maternelles et primaires, les chauffeurs de taxi, les ouvriers de la sidérurgie et les employés municipaux! A priori, toutes ces luttes semblent éclater chaque fois pour des raisons distinctes mais en réalité elles sont toutes des réponses aux attaques que l'Etat et le capital sont contraints de porter pour essayer de faire payer la crise aux travailleurs.

Avant que le programme d'austérité ait été mis en avant (et approuvé par l'Union Européenne), le Premier Ministre Papandreou avait averti qu'il serait "douloureux". Et le 29 janvier, avant que le moindre détail en ait été annoncé, il y a eu, en réponse à l'actuel "programme de stabilité", une manifestation de colère de la part des pompiers et d'autres travailleurs du secteur public à Athènes.

Le plan gouvernemental sur trois ans prévoyait un gel total des salaires pour les travailleurs du secteur public et une réduction de 10 % des quotas. On estime que cela équivaut à une diminution de salaire allant de 5 à 15 %. Les fonctionnaires partant à la retraite ne seront pas remplacés, mais il y a aussi la perspective de l'augmentation de l'âge du départ à la retraite qui est présentée comme un moyen pour l'Etat d'économiser sur les charges de retraite. Le fait que l'Etat est maintenant contraint de porter des attaques encore plus sévères contre une classe ouvrière déjà combative révèle la profondeur de la crise qui affecte la Grèce. Le ministre Lomberdos l'a précisé très clairement quand il a dit que ces mesures "ne peuvent être appliquées que de façon violente". Cependant, ces attaques portées contre tous les secteurs ouvriers au même moment donnent à ces derniers une réelle possibilité de mener une lutte commune pour des revendications communes.

Si on examine attentivement ce que font les syndicats en Grèce, on peut voir que leurs actions ont pour objectif de maintenir les luttes divisées. Les 4 et 5 février, il y a eu une grève officielle de 48 heures des douaniers et des agents des impôts qui ont fermé les ports et les points de passage frontaliers, pendant que certains agriculteurs maintenaient leur blocus. *L'Indépendant* (5.2.2010) a titré *"Les grèves mettent la Grèce sur les genoux"* et décrit l'action comme la *"première manifestation d'une éruption attendue de grèves tapageuses"*. Cette "éruption attendue" de la grève comprend un projet de grève du secteur public et une marche sur le parlement pour protester contre les attaques contre les retraites par le syndicat ADEDY, le 10 février, une grève appelée par le PAME, le syndicat stalinien, le 11 février, et une grève du secteur privé appelée par le GSEE, le syndicat le plus important, ce qui représente 2 millions de travailleurs, le 24 février.

Divisée de cette manière, la classe ouvrière ne va pas mettre l'Etat grec "à genoux". *Le Financial Times* du 5 février estimait que jusqu'à présent *"les syndicats ont réagi modérément aux plans d'austérité du gouvernement, ce qui reflète un état d'esprit de disposition à faire des sacrifices pour surmonter la crise économique"*, mais identifie tout de même *"une réaction violente des syndicats contre les programme d'austérité du gouvernement"*. En réalité, les syndicats n'ont pas soudainement négligé leur soutien au gouvernement socialiste mais, avec la montée de la colère exprimée par la classe ouvrière, ils savent que s'ils ne mettent pas en scène quelques actions il y a la possibilité que les travailleurs commencent à démasquer la comédie syndicale. Pour le moment les syndicats ont affiché leur visage radical, rompu le dialogue sur les plans d'avenir pour les retraites et prévu des grèves d'une à deux journées à des dates différentes. Les syndicats se sont montrés vraiment désireux que les travailleurs fassent des sacrifices mais maintenant ils doivent tenir compte de la réaction de la classe ouvrière.

Pour les travailleurs, concernant le développement futur de leurs luttes, il est nécessaire qu'ils se méfient non seulement des syndicats mais aussi d'autres "faux amis". Le KKE (parti communiste grec), par exemple, qui possède une certaine influence dans la classe ouvrière, qualifiait il y a un an les manifestants d'agents secrets de "mystérieuses forces étrangères" et de "provocateurs". Maintenant, ils disent que *"les travailleurs et les agriculteurs ont le droit de recourir à tous les moyens de lutte pour défendre leurs droits"*. Les autres forces de gauche, comme les trotskistes, sont aussi là pour dévoyer la colère des travailleurs, en focalisant l'attention contre les fascistes ou d'autres forces de droite, ou contre l'influence de l'impérialisme américain - tout et n'importe quoi pour que les travailleurs ne prennent pas leurs luttes dans leurs propres mains et ne les dirigent contre le plus haut représentant du capital, l'Etat. Avec des grèves dans le pays voisin, la Turquie, qui se passent en même temps que les grèves en Grèce (1), les syndicats et leurs alliés seront particulièrement attentifs à ce que tous les problèmes que rencontrent les ouvriers soient dépeints comme étant spécifiquement grecs et non comme l'expression de la crise internationale et irrémédiable du capitalisme.

Ce qui est caractéristique de la situation en Grèce, c'est la prolifération de divers groupes armés qui bombardent des bâtiments publics, mais qui ne font qu'ajouter un peu plus de violence au spectacle habituel, tout en favorisant davantage de répression de la part de l'Etat. Ces groupes, aux noms exotiques comme la Conjuration des cellules du Feu, le Groupe de guérilla des terroristes ou de la Fraction nihiliste, n'offrent strictement rien comme perspective à la classe ouvrière. Les ouvriers ne peuvent construire leur solidarité de classe, prendre conscience de leur force et développer leur confiance en eux qu'à partir de leurs propres luttes, en développant leurs propres formes d'organisation, non en restant assis à la maison à regarder à la télévision des bombes placées par des gauchistes radicaux. Le bruit qui court à propos d'un meeting de masse de travailleurs discutant de la façon d'organiser leur propre lutte effraie plus la classe dirigeante que des milliers de bombes ■

DD / 5.2.2010

1) Lire notre article sur la lutte des ouvriers de Tekel

☞

l'appréciation subjective de la santé, les limitations dans l'exercice des activités quotidiennes dues à la maladie, les dépressions, le surpoids, la consommation d'alcool et de cigarettes, les campagnes de prévention des cancers de l'utérus et des seins.

Pour la bourgeoisie, la première préoccupation est toujours "qui paie les soins de santé?" et pas "comment faire pour que tout le monde en bénéficie au mieux?". Et lorsqu'il faut réduire de manière drastique les dépenses de l'Etat pour la sécurité sociale, la bourgeoisie n'hésitera pas à faire payer une fois de plus les travailleurs. Et ceci alors que dans 8% des familles en 2009, quelqu'un a arrêté un traitement médical à cause de problèmes d'argent, que dans 26% des cas, un traitement a été reporté et que dans 9% des cas l'idée d'un traitement a simplement été abandonnée pour des raisons financières ((enquête de *Test–Santé/Test–Achat*).

En ce qui concerne la distribution de nourriture bon marché, il faut constater que la clientèle des banques alimentaires augmente pour la 14ième année consécutive. En 1994, 59.461 personnes s'adressaient aux neuf banques alimentaires qui font partie de la Fédération belge, et ce chiffre est passé à 108.100 personnes en 2007. On y retrouve de plus en plus des personnes provenant de milieux divers: chômeurs, bénéficiaires du salaire de survie, des gens qui ont fait faillite, des travailleurs et des employés avec un salaire bas, ce qui confirme une fois de plus que la paupérisation touche des secteurs de plus en plus larges de la population en général et de la classe ouvrière en particulier.

La bourgeoisie tente de mettre le capitalisme hors du coup

Même la bourgeoisie et ses gouvernements ne peuvent plus ignorer une réalité aussi criante. Sa stratégie consiste alors à maquiller pour l'ensemble de la classe ouvrière les raisons fondamentales du développement de la paupérisation. D'une part, elle veut faire croire que les gouvernements démocratiques mettent tout en œuvre pour engager le combat contre l'extension de la pauvreté: l'Europe a par exemple proclamé en grande pompe que 2010 serait l'année européenne de la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale. L'objectif était de créer l'illusion parmi les travailleurs que les gouvernements démocratiques s'occupaient du problème afin de détourner leur attention des vraies causes de leur misère. Lors du traditionnel sommet du printemps, les premiers ministres et présidents de l'Union Européenne ont cependant déjà clairement montré que leurs plans pour réduire de 20 millions le nombre de personnes tombées dans la pauvreté étaient purement du bluff. Cette intention a carrément été retirée de la déclaration finale. Différents états membres ne trouvaient pas que la réduction de la pauvreté était un but en soi mais devait être une conséquence de la croissance économique (sic!). Pour quand les poules auront des dents donc!

D'autre part, la bourgeoisie et ses média essaient de faire croire à la population en général et à la classe ouvrière en particulier que si les pauvres se retrouvent dans cette situation, c'est de leur propre faute, parce qu'ils ne travaillent pas assez dur, ce qui implique qu'ils sont paresseux et irresponsables.

(suite à la p. 4)

La recherche du profit et ses victimes

Aux chemins de fer

Le 15 février 2010 en Belgique, 19 personnes ont perdu la vie (parmi lesquelles un conducteur de train) et 170 voyageurs ont été blessés lorsque deux trains de passagers sont entrés en collision frontale. D'un seul coup, les manquements à la sécurité des chemins de fer étaient remis en lumière. Bien que dans le passé, plusieurs accidents meurtriers avaient eu lieu dans un contexte similaire, les chemins de fer belges, qui sont sous la pression de l'UE depuis 2005 pour mettre en place des normes de sécurité plus modernes, devaient reconnaître à l'occasion de la catastrophe que seulement un tiers des trains locaux étaient équipés de systèmes de sécurité conformes. Alors que les chemins de fer belges sont parmi les plus anciens du continent européen, depuis que la première ligne a été ouverte en 1835, et que ce vieux pays industrialisé dispose encore du réseau ferré le plus dense du monde, 175 ans plus tard, tous les trains ne sont pas encore équipés selon les normes de sécurité les plus modernes, qui arrêtent le convoi lorsqu'un feu rouge est grillé.

Le gouffre révoltant qui sépare les possibilités techniques actuelles de la réalité quotidienne n'est pas le fait d'un pays du tiers-monde, mais d'un des pays les plus anciennement industrialisés, qui abrite le siège de l'UE. En Allemagne, également, le pays industrialisé le plus puissant d'Europe, qui a longtemps été reconnu mondialement comme le pays exportateur par excellence grâce à ses produits de haute technologie, la pression de la crise et la recherche du profit à tout prix mènent aussi de plus en plus à des atteintes à la sécurité. Après le déraillement d'un train ICE-3 en été 2008, les chemins de fer allemands ont du procéder au remplacement des axes de roues sur la plupart des 250 trains ICE-3 utilisés, pour un montant estimé à plusieurs centaines de millions d'euros. Entretemps, les berlinois vivent depuis des mois avec les dangers des politiques d'austérité et de la soif de profits aux chemins de fer allemands. La rupture d'une roue, qui a mené en mai 2009 au déraillement d'un train S-Bahn (une sorte de train de banlieue), a contraint la DB à un réexamen de tout le parc de S-Bahn à Berlin. (…) Ici aussi, il s'agit d'une facture d'au moins 350 millions d'euros. Et le déraillement ces dernières semaines de plusieurs trains de marchandises démontre l'ampleur du danger d'autres accidents. (…)

Les conducteurs de train belges ont montré à ce propos la seule réaction juste en cessant le travail dans de grandes parties du pays, dès le lendemain de l'accident, en réaction aux conditions de travail et de sécurité.

Dans la construction du métro de Cologne

Après qu'en mars 2009 à Cologne, le bâtiment des archives historiques et les immeubles d'habitation voisins se soient effondrés, les premières constatations ont mis à nu des pratiques qui jusqu'à présent avaient principalement cours dans les pays du tiers-monde. Il est maintenant établi que seulement 17% des fixations métalliques indispensables ont été installées, ce qui signifie que 83% ne l'ont pas été. Une partie de ces équipements a été revendue par les ouvriers à un ferrailleur. Cela montre certainement que les salaires sont peu élevés, et les conditions de travail et les cadences misérables. Mais s'il semble vrai que des équipements de sécurité n'ont pas été installés par les ouvriers, et au lieu de cela, ont été massivement bazardés, ce comportement porte atteinte aux principes éthiques de la classe ouvrière. Il s'oppose à l'attitude des cheminots en Belgique.

Jusqu'à présent, le respect de certaines normes de sécurité était admis dans les pays hautement industrialisés, parce qu'il était indispensable au fonctionnement un tant soi peu uniforme du processus de production. Ce qui est maintenant mis en lumière, comme dans les enquêtes les plus récentes à propos de la construction du métro de Cologne, signifie qu'un seuil a été franchi. *«Une foule de rapports falsifiés, des équipements de sécurité volés et pas installés, des sources illégales, de l'eau de source pompée en excès, fissures récurrentes dans les parois latérales, surtout par manque de contrôle»* ont été mis à jour, en bref, *«maladresse, occultations, affaires systématiquement étouffées et falsifiées»* (*Kölner Stadtanzeige*r, 19.2.2010). (…) A partir de maintenant, le danger menace que de tels comportements se généralisent aussi dans les pays hautement développés, dont les structures n'avaient jusqu'à présent pas été sérieusement touchées par une corruption omniprésente.

Dans le transport aérien

L'écrasement d'un Airbus en juin 2009 (avec 228 personnes à bord) aurait mis en lumière, selon les informations de *Der Spiegel*, une grave lacune dans les systèmes de sécurité de tous les appareils qui avaient été approuvés à l'époque: les capteurs de vitesse se basent sur des spécifications de 1947, c'est-à-dire d'avant la période des avions à réaction. Les capteurs soupçonnés, dont la congélation est à l'origine de l'écrasement du Airbus A330, ne sont supposés fonctionner que jusqu'à moins 40 degrés Celsius. Mais les avions actuels volent presque toujours à des altitudes où règnent des températures bien inférieures. Une autre technique peut être commandée depuis quelques années pour les appareils Airbus. Mais Air France refuse toujours de se procurer ces systèmes, appelés «Buss», dont le coût s'élève à 300.000 euros (http://www.spiegel.de/wissenschaft/technik/0,1518,679180,html) ■

EB / 26.2.10.

version résumée d'un article publié in extenso sur notre site en allemand : http://de.internationalism.org/

suite de la p. 3

UNE SEULE PERSPECTIVE À LA CLASSE OUVRIÈRE: LA MISÈRE

C'est une manière d'instiller parmi un nombre croissant de travailleurs un sentiment de culpabilité et de rejeter sur eux la pleine responsabilité pour leur situation de détresse. C'est aussi une manière de mettre hors de cause la société capitaliste et d'insinuer qu'il ne faut rien changer aux rapports sociaux. Les conséquences inévitables de la pauvreté dans la société capitaliste sont traitées de manière isolée et individualisée de sorte que les causes fondamentales de cette situation ne sont pas abordées. *«Les problèmes sociaux (chômage, pauvreté, etc.) sont vus comme des problèmes individuels qui doivent être traités au moyen d'une politique plus répressive. Ceci conduit à des mesures simplistes, qui sont essentiellement orientées vers les symptômes : les sans-abris sont chassés hors des stations de métro, les jeunes qui font l'école buissonnière (et leurs parents) sont plus strictement contrôlés. Et la société reste bien hors d'atteinte»* remarquaient déjà Nadia Fadil (U.Louvain), Sarah Bracke (U.Louvain), Pascal Debruyne (UGand) en Ico Maly (association KifKif) lors d'un débat à l'occasion des émeutes à Anderlecht en début d'année. Ces chercheurs "oublient" un peu trop facilement que cette société qui reste hors d'atteinte a un nom: le capitalisme, un système qui depuis des décennies a atteint les limites de son développement et qui s'enfonce dans sa décadence historique.

Pour exterminer la pauvreté, il faut s'attaquer à ses racines, qui sont enchevêtrées dans la logique de profit des lois du marché capitaliste, elle-même asséchée par la crise historique dans laquelle le système s'est enfoncé. Les campagnes montées par la bourgeoisie ont effectivement pour but de d'éviter que la question des responsabilités mène à la mise en cause des rapports sociaux. La réalité qui apparaît clairement derrière les données avancées et la dynamique qu'elles révèlent démontrent le caractère irréversible de la spirale de la paupérisation dans les limites du système actuel. L'approfondissement de la crise économique frappe la classe ouvrière de plus en plus durement et rejette une partie de plus en plus importante de celle-ci dans la pauvreté.

Dans la pauvreté, il y a plus que la pauvreté

Tenter de cacher la compréhension des véritables rapports sociaux et des oppositions de classe équivaut à entraver le processus de prise de conscience de la classe ouvrière et à lui enlever la seule perspective qui puisse lui fournir une sortie de la pauvreté. Dans les années 1930, les révolutionnaires appelaient déjà les travailleurs à ne pas se laisser berner par des chimères: *«Un capitalisme qui est contraint de nourrir les travailleurs au lieu d'être nourri par eux n'a pas de futur (...). Si le capital avait du travail à offrir, soyons-en sûr, il nous en donnerait à ne plus savoir où donner de la tête. (...) Ne demandez pas du travail ; battez vous simplement pour de la nourriture, des habits, un toit ! Joignez votre voix à celle des autres! Allez aux bureaux de pointage, allez dans la rue, allez aux portes des usines!»* (*Living Marxism*, USA).

La bourgeoisie essaie bien sûr de se servir de ce "malaise social" pour démoraliser la classe ouvrière: elle veut nous faire croire que le désespoir et la concurrence font partie de la "nature humaine" et que la classe ouvrière ne peut qu'accepter cette situation comme une fatalité. Les révolutionnaires, quant à eux, doivent mettre en avant que c'est la barbarie du capitalisme qui est responsable de la misère et la spirale suicidaire. Les conditions d'exploitation et la concurrence que connaît aujourd'hui le prolétariat dans le monde n'ont pas comme seule perspective le désespoir individuel, les suicides ou les dépressions. Car la dégradation vertigineuse des conditions de vie des prolétaires porte avec elle la révolte collective et le développement de la solidarité au sein de la classe exploitée. L'avenir n'est pas à la concurrence entre les travailleurs mais à leur union grandissante contre la misère et l'exploitation. L'avenir est à des luttes ouvrières de plus en plus ouvertes, massives et solidaires.

Aussi, dans le sillage de Marx, il faut rappeler que la réalité de la crise capitaliste et de la spirale de paupérisation révèle plus que la paupérisation elle-même: *«Tout comme les économistes sont les représentants scientifiques de la classe bourgeoise, les socialistes et les communistes sont les théoriciens de la classe ouvrière. Aussi longtemps que la classe ouvrière n'est pas assez développée pour constituer réellement une classe et que donc le combat avec la bourgeoisie ne prend pas encore une forme politique, aussi longtemps que les forces productives au sein de la bourgeoisie elle-même ne sont pas suffisamment développées pour rendre globalement visibles les conditions matérielles qui sont nécessaires pour la libération du prolétariat et pour la constitution d'une nouvelle société, ces théoriciens ne seront que des utopistes qui, pour répondre aux besoins de la classe opprimée, imaginent des systèmes et vont à la recherche d'une science régénératrice.*

Mais au fur et à mesure que l'histoire avance et que la lutte du prolétariat prend une forme plus précise, ils ne sont plus forcés de chercher la science dans leur propre tête. Ils doivent simplement prendre conscience de ce qui se passe devant leurs propres yeux pour en devenir l'expression. Aussi longtemps qu'ils cherchent la science et se limitent à créer des systèmes, aussi longtemps qu'ils se trouvent au début de la lutte, ils ne voient dans la misère que la misère, sans déceler en son sein l'aspect révolutionnaire, menant à un bouleversement, qui mènera au renversement de l'ancienne société. A partir de ce moment, la science devient un produit conscient du mouvement historique et a cessé d'être doctrinaire. Elle est devenue révolutionnaire» (Karl Marx, *La misère de la philosophie*, chapitre II: La métaphysique de l'économie politique) ■

Lac / 24.04.2010

ÉTÉ 2010: JOURNÉE DE RENCONTRE ET DE DISCUSSIONS AVEC LE CCI

Pour la quatrième fois, le CCI organise le samedi 28 août une journée de discussions et de rencontre. C'est une occasion pour certains d'approfondir sur un certain nombre de questions et pour d'autres de tout simplement faire connaissance. Un thème de discussion, choisi avec ton concours est mis à l'ordre du jour le matin et l'après midi. Libre à toi de participer à l'entièreté de la journée ou seulement à une partie. Il y a pleinement la possibilité de poser à souhait des questions ou tout simplement d'écouter, de découvrir, de discuter ou d'approfondir des arguments sur des sujets variés.

(contacte nous pour plus de détails et consulte notre site Internet)

ESPAGNE

A Vigo, l'action conjointe des chômeurs et des ouvriers des chantiers navals

Nous publions ci-dessous la traduction d'un article paru sur notre site Internet en langue espagnole et traitant d'une nouvelle lutte à Vigo, en Galice (province d'Espagne) (1).

Nous avons appris la nouvelle d'une lutte conjointe entre des ouvriers au chômage et des ouvriers actifs du secteur de la construction navale de la ville de Vigo.

Nous remercions un de nos lecteurs qui nous a envoyé son commentaire. Nous affirmons de suite que nous sommes d'accord avec la conclusion qu'il tire de cette lutte: "*Seules l'unité et la solidarité de tous les chômeurs et des travailleurs, dans des assemblées et des manifestations conjointes pourront nous amener à la victoire. Nous saluons les travailleurs et les chômeurs des chantiers navals de Vigo. Les chômeurs et les ouvriers du monde entier devraient prendre l'exemple sur les* [prolétaires des] *chantiers navals de Vigo, leur unité, de leur solidarité, parce que c'est tous unis que nous réussirons à vaincre le capitalisme mondial*". Dans ce même sens, nous avons reçu sur notre forum un autre message: "*L'article sur les luttes menées par les chômeurs et les actifs des chantiers navals de Vigo a été publié sans la moindre réaction et pourtant on peut en tirer une de ces leçons que nous devons toujours avoir en tête: celle de l'unité de la classe; quelque chose de très important est en train de se passer à Vigo, parce que ce sont les travailleurs actifs et les chômeurs qui manifestent ensemble, en rassemblant d'autres travailleurs jusqu'à l'arrêt de tout le secteur naval. Prenez le temps de lire et vous apprendrez beaucoup de choses. Salutations*".

À Vigo, il y a plus de 60.000 chômeurs. Rien qu'en 2009 et dans le seul secteur de la métallurgie, 8.000 emplois ont disparu. L'indignation jointe à la préoccupation face à un avenir de plus en plus difficile, se répand chez les ouvriers. Dans les chantiers navals, particulièrement, les chômeurs avaient été inscrits lors d'un accord entre les syndicats et le patronat dans une "Bourse du travail" où ils seraient convoqués chaque fois que du travail pourrait être distribué.

Les chômeurs inscrits à cette Bourse du travail – autour de 700 – ont pu se rendre compte avec rage qu'au lieu d'y être convoqués, on engageait pour des chantiers ponctuels des ouvriers étrangers avec des salaires bien plus bas et dans des conditions terribles. Ainsi, par exemple, d'après le porte-parole des chômeurs, "*il y a des travailleurs qui dorment dans des parkings et qui mangent tout juste un sandwich par jour*".

Ce fut l'élément détonateur de la lutte. Les ouvriers ont tenu à affirmer qu'ils ne sont nullement contre les travailleurs étrangers embauchés. C'est ainsi qu'un de leurs porte-parole a insisté: "*Nous n'avons pas la moindre objection à ce que des personnes venant d'ailleurs soient embauchées, mais à condition que le patronat ne passe pas par-dessus la convention collective de la province, parce que avec le salaire d'un seul d'entre nous ils payent deux ou trois étrangers*". Malgré cela, les medias, spécialistes de la "communication", ont ressorti leur "explication", en accusant les travailleurs de xénophobie. *El Faro de Vigo*, par exemple, titrait ainsi l'article où ce journal rendait compte de la lutte: "*Les chômeurs de la métallurgie s'opposent à l'embauche d'étrangers*", ce qui est un mensonge éhonté, ce sont les ouvriers au chômage eux-mêmes qui ont dénoncé la man?uvre du patronat qui "*fait venir de la main d'?uvre bon marché dans des conditions proches de l'esclavage*".

La bourgeoisie est une classe cynique, machiavélique. Elle engage des travailleurs étrangers en les soumettant à des conditions salariales bien inférieures à celles des ouvriers du pays. Si ceux-ci se mettent en lutte en s'opposant à de telles conditions d'embauche, elles les accuse tout de suite de racisme, de xénophobie, de "défense des idées de l'extrême droite", de nationalisme, etc., alors que la riposte immédiate des ouvriers ne s'est pas du tout faite contre leurs frères de classe, mais contre le fait d'établir un précédent en les embauchant à des conditions salariales inférieures, ce qui ne fait que tirer vers le bas les conditions salariales de tous. C'est ce qu'on a pu voir en Grande-Bretagne lors de la lutte des ouvriers du bâtiment (2) et de même lors de la lutte des ouvriers des chantiers navals de Sestao (3).

Le 3 février, les chômeurs se sont rendus aux portes d'Astilleros Barreras (l'entreprise la plus importante de ce secteur des chantiers navals) avec l'intention d'organiser une assemblée générale commune avec les travailleurs de cette entreprise. Les portes étant fermées, ils se sont mis à crier des slogans au mégaphone et à expliquer leurs revendications jusqu'à ce que finalement la grande majorité des employés abandonnent les installations et se joignent aux chômeurs. D'après la chronique d'Europa-Press, "*cinq fourgons de police anti-émeutes se sont présentés sur les lieux. Les policiers se sont déployés sur toute la zone armés de fusils à balles en caoutchouc et avec des boucliers, mais finalement les forces de sécurité se sont repliées vers le rond-point de Beiramar*". L'information d'Europa-Press se poursuit ainsi: "*Finalement, le groupe composé de chômeurs et de travailleurs est parti en manifestation en direction de Bouzas, et sur ce trajet des ouvriers des autres chantiers navals de la zone (tels que Cardama, Armon et Freire-Así) se sont joints à eux, de sorte que l'activité s'est arrêtée dans toutes les industries navales*".

Nous venons de voir dans cette expérience comment se concrétise la solidarité et l'unité entre les camarades au chômage et ceux qui ont encore un travail; les assemblées générales conjointes, la manifestation de rue pour faire connaître la lutte aux autres travailleurs, la communication et le lien direct avec des travailleurs des autres entreprises pour les gagner à la lutte commune. Autrement dit, la même chose que ce qui est arrivé à Vigo en 2006 (4): les ouvriers reprennent les méthodes prolétariennes de lutte qui n'ont rien à voir avec la division, le corporatisme, la passivité, typiques des méthodes syndicales (5).

Le 4 février, ces actions se sont renouvelées. Vers 10 heures du matin, les chômeurs se sont à nouveau rendus aux portes de Barreras. Et encore une fois, leurs camarades de l'entreprise sont sortis pour se joindre à la lutte. Malgré le dispositif policier, tous sont encore partis en manifestation. D'après *El Faro de Vigo*, "*La protestation d'hier était surveillée par un fort dispositif policier. Il y a eu des moments de tension, mais finalement il n'y a pas eu d'échauffourées. Les chômeurs ont manifesté dans les zones de Beiramar et Bouzas de Vigo, accompagnés par les travailleurs du secteur, et ils ont affirmé qu'ils continueront les mobilisations tant que les patrons n'accepteront pas de régler avec eux les problèmes qui, d'après la dénonciation qu'ils en font, existent dans l'embauche du personnel*".

Nous n'avons pas d'autres informations. Mais nous pensons que ces faits sont significatifs de la combativité et de la prise de conscience des travailleurs, de la recherche de l'unité et de la solidarité face aux coups bas que le capital nous assène.

Nous exprimons notre solidarité avec nos camarades en lutte. Nous encourageons à ce qu'on tire des leçons et à ce qu'une solidarité active se fasse jour. Ce n'est pas les motifs qui manquent: on vient de passer le seuil des 4 millions de chômeurs, le gouvernement annonce le recul de l'âge de la retraite à 67 ans, l'augmentation du temps de cotisations, etc ■

CCI / 5.02.2010

1) Ceci a pu être écrit à la suite d'un message du 3 février 2010 qu'un lecteur a envoyé à notre section "Commentaires" de notre site: http://es.internationalism.org/node/2765#comment-636.
Par ailleurs, pour mieux comprendre ce mouvement, nos lecteurs peuvent lire, sur les luttes dans cette ville en 2009: "".
Et sur le mouvement de 2006 : ""
2) Voir: "".
"Grèves en Grande Bretagne : les ouvriers commencent à remettre en cause le nationalisme" , http ://fr.internationalism.org/node/3690
3) "".
4) ""
5) Sur le sabotage syndical, lire notre article publié en septembre 2009: ""

suite de la p. 8

L'IMMIGRATION ET LE MOUVEMENT OUVRIER

Les émigrants qui fuient leur pays d'origine sont encore persécutés sur la route par les policiers et les militaires corrompus, la mafia et les criminels… Beaucoup d'entre eux meurent ou disparaissent en cours de route "pour une vie meilleure". Il faut remarquer que les forces de la justice et de l'ordre capitalistes semblent incapables ou ne veuillent pas faire quoi que ce soit.

Aux Etats-Unis, la décadence s'est accompagnée d'un changement abrupt: d'une politique de large ouverture à l'immigration à des politiques gouvernementales d'immigration extrêmement restrictives. Avec le changement de période économique, il y eut globalement moins besoin d'un afflux continuel et massif de force de travail. Mais ce ne fut pas la seule raison d'une immigration plus contrôlée, des facteurs racistes et "anti-communistes" intervenant également. Aux Etats-Unis pendant la période de "Peur rouge" qui a suivi la Révolution russe, les ouvriers immigrés d'Europe de l'Est étaient considérés comme incluant probablement un nombre disproportionné de "bolcheviks" et ceux d'Europe du Sud, d'anarchistes. En plus de restreindre le flot des immigrés, la loi de 1924 créa, pour la première fois aux Etats-Unis, le concept d'ouvrier étranger non immigrant – qui pouvait venir aux Etats-Unis mais n'avait pas le droit d'y rester.

En 1950, une loi, très influencée par le Maccarthysme et l'hystérie anti-communiste de la Guerre froide imposait de nouvelles limites à l'immigration sous couvert de lutte contre l'impérialisme russe. A la fin des années 1960, avec le début de la crise ouverte du capitalisme mondial, l'immigration américaine se libéralisa, augmentant le flot d'immigrés vers les Etats-Unis, qui venaient non seulement d'Europe, mais aussi d'Asie et d'Amérique latine, reflétant en partie le désir du capitalisme américain d'égaler le succès des puissances européennes en drainant leurs anciens pays coloniaux de travailleurs intellectuels qualifiés et talentueux, ce qu'on appelle "la fuite des cerveaux" des pays sous-développés, et pour fournir des ouvriers agricoles peu payés. La conséquence inattendue des mesures de libéralisation fut l'augmentation spectaculaire de l'immigration, tant légale qu'illégale, en particulier en provenance d'Amérique latine.

En 1986, une nouvelle loi fut promulguée pour tenter de limiter l'afflux d'immigrés illégaux venant d'Amérique latine et imposait, pour la première fois dans l'histoire de l'Amérique, des sanctions (amendes et même emprisonnement) contre les employeurs qui embauchaient en connaissance de cause des ouvriers sans papiers. L'afflux d'immigrés illégaux s'était intensifié avec l'effondrement économique des pays du Tiers-Monde pendant les années 1970, et avait déclenché une vague d'émigration des masses appauvries fuyant le dénuement. L'énormité de cette vague hors de contrôle est reflétée par le nombre record de 1,6 million d'arrestations d'immigrés clandestins en 1986 par la police américaine.

Au niveau des campagnes idéologiques, l'utilisation de la stratégie "diviser pour régner" face à l'immigration, a toujours été utilisée. Les immigrés sont accusés d'envahir les métropoles, de faire baisser les salaires et de les dévaloriser, d'être la cause de l'épidémie de criminalité et de "pollution" culturelle, de remplir les écoles, d'alourdir les programmes sociaux – bref de tous les problèmes sociaux imaginables. Cette tactique est utilisée partout aux Etats-Unis mais également en France, en Allemagne et dans toute l'Europe. Des campagnes idéologiques remarquablement similaires, démontrent ainsi que l'immigration de masse est une manifestation de la crise économique globale et de la décomposition sociale qui s'aggravent dans tous les pays. Tout ceci a pour but de créer des obstacles et de bloquer le développement de la conscience de classe chez les ouvriers, et d'essayer de les embobiner pour qu'ils ne comprennent pas que c'est le capitalisme qui crée les guerres, la crise économique et tous les problèmes sociaux caractéristiques de sa décomposition sociale.

L'impact social de l'aggravation de la décomposition et des crises qui vont avec ainsi que le développement de la crise écologique amèneront sans aucun doute des millions de réfugiés vers les pays développés dans les années à venir. Si ces mouvements massifs et soudains de populations sont traités autrement que l'immigration de routine, ils le sont toujours d'une façon qui reflète l'inhumanité fondamentale de la société capitaliste. Les réfugiés sont souvent parqués dans des camps, séparés de la société qui les entoure et seulement relâchés et intégrés lentement, parfois après de nombreuses années; ils sont plus traités comme des prisonniers et des indésirables que comme des membres de la communauté humaine. Une telle attitude est en totale opposition avec la solidarité internationaliste qui constitue clairement la perspective prolétarienne ■

Jerry Grevin (*Revue Internationale* no 140, 1er trimestre 2010).

1) *Révolution internationale* no 253, février 1996.
2) Marx, *le Capital*, Vol. I, chapitre 26, "L'accumulation primitive" (Ed. La Pléiade).

Sur les prétendus pillages après le séisme au Chili

Nous avons reçu sur notre site en espagnol le 3 mars 2010, un commentaire relatif à la situation des habitants des quartiers ouvriers et populaires de l'agglomération de Concepción, à la suite du séisme de fin février. Contrairement à la propagande des médias à l'échelle internationale qui ont dénigré le comportement des populations locales en les désignant comme les auteurs de «scandaleux pillages», ce texte restitue la réalité des faits en mettant en avant l'esprit authentiquement prolétarien de solidarité et d'entraide qui a animé les ouvriers dans la redistribution des biens, tout en l'opposant à l'action prédatrice des gangs armés contre lesquels la population ouvrière a tenté de prendre en charge et d'organiser sa propre défense.

L'auto-organisation des prolétaires face à la catastrophe, aux lumpen-capitalistes et à l'incompétente/incapacité de l'Etat

(De la part d'un camarade anonyme)

Il serait souhaitable que dans la mesure où vous [le CCI] avez ce moyen de diffusion [le site Internet], vous rendiez compte de ce qui est en train de se passer à Concepción et ses environs (1), ainsi que dans d'autres régions du Chili qui viennent d'être lourdement touchées par le séisme. On sait que dès les premiers instants, les gens ont mis en pratique le bon sens le plus évident en se rendant aux magasins de denrées alimentaires pour y prendre tout ce dont ils avaient besoin. Ceci est si logique, si rationnel, si nécessaire et inévitable qu'il apparaît comme quelque peu absurde d'en faire la critique. Les gens ont créé une organisation spontanée (surtout à Concepción) pour distribuer le lait, les couches pour bébé et l'eau, en fonction des besoins de chacun, en tenant compte, entre autres, du nombre d'enfants par famille. Le besoin de prendre les produits disponibles apparaissait si évident, et la détermination du peuple à mettre en pratique son droit à survivre si puissante, que, par exemple, même les policiers finirent par aider les gens à sortir les vivres du supermarché Leader à Concepción. Et quand on a essayé d'empêcher que les gens fassent la seule chose raisonnable, les installations en question furent simplement incendiées, pour la simple et logique raison que si des tonnes de denrées alimentaires finissent par pourrir au lieu d'être logiquement consommées, il vaut mieux que ces aliments soient brûlés, évitant ainsi le danger de foyers supplémentaires d'infection. Ces «pillage» ont permis à des milliers de personnes de subsister pendant quelque temps, dans le noir, sans eau potable et sans le moindre espoir qu'un quelconque secours arrive.

Or, au bout de quelques heures, la situation a changé du tout au tout. Sur toute l'agglomération du Grand Concepción, des bandes bien armées et roulant dans des véhicules de bonne qualité, ont commencé à mettre à sac non seulement les petits commerces, mais aussi les logements particuliers et des pâtés de maisons entiers. Leur objectif était de s'accaparer du peu de biens que les gens avaient pu récupérer dans les supermarchés, ainsi que les outils domestiques, l'argent ou tout ce que ces bandes pouvaient trouver. Dans certaines zones de Concepción, ces bandes ont saccagé les maisons, y ont mis le feu, prenant la fuite aussitôt après. Les habitants, qui se sont trouvés au début sans la moindre défense, ont commencé à s'organiser pour pourvoir se défendre, en faisant des rondes de surveillance, en levant des barricades pour protéger les accès aux quartiers, et dans certains quartiers, en mettant en commun les vivres pour assurer l'alimentation de tous les habitants. Avec ce bref rappel des faits survenus ces jours derniers, je ne prétends pas «compléter» les informations fournies par d'autres moyens. Je ne voudrais qu'attirer l'attention sur tout ce que cette situation critique contient d'un point de vue anticapitaliste. L'élan spontané des gens pour s'approprier de tout ce qui est nécessaire à leur subsistance, leur tendance au dialogue, au partage, à chercher des accords et à agir ensemble, a été présent depuis le début de cette catastrophe. Nous avons tous pu voir dans notre entourage cette tendance communautaire naturelle sous différentes formes. Au milieu de l'horreur vécu par des milliers de travailleurs et leurs familles, cet élan pour la vie en commun a surgi comme une lueur d'espoir au milieu des ténèbres, nous rappelant qu'il n'est jamais trop tard pour redevenir nous-mêmes.

Face à cette tendance organique, naturelle, communiste, qui a animé le peuple pendant ces heures d'épouvante, l'État a blêmi et s'est montré pour ce qu'il est: un monstre froid et impuissant. De même, l'interruption brutale du cycle démentiel de production et de consommation, a laissé le patronat à la merci des événements, à attendre, tapi, que l'ordre soit rétabli. C'est ainsi que la situation a ouvert une vraie brèche dans la société, par laquelle pourraient sourdre les sources d'un monde nouveau qui est déjà dans les coeurs des gens du commun. Il devenait donc urgent et nécessaire de rétablir à tout prix le vieil ordre de la rapine, de l'abus et de l'accaparement. Mais ça a été fait non pas à partir des hautes sphères, mais à partir du sol même de la société de classe: ceux qui se sont chargés de remettre les choses à leur place, autrement dit, d'imposer par la force les rapports de terreur qui permettent l'existence de l'appropriation privée capitaliste, ont été les mafias des narcotrafiquants enkystées dans les quartiers populaires, des arrivistes entre les plus arrivistes, des enfants de la classe ouvrière alliés avec des bourgeois au prix de l'empoisonnement de leurs frères, du commerce sexuel de leurs soeurs, de l'avidité consommatrice de leurs propres enfants. Des maffieux, autrement dit des capitalistes à l'état pur, des prédateurs du peuple, bien calés dans leurs 4x4 et armés de fusils, disposés à intimider et à dépouiller leurs propres voisins ou les habitants d'autres quartiers pour essayer de monopoliser le marché noir et obtenir de l'argent facile, autrement dit: du pouvoir. Le fait que ces individus soient des alliés naturels de l'État et de la classe patronale, est démontré par le fait que leurs méfaits indignes sont utilisés par les médias pour faire pénétrer la panique dans les têtes d'une population déjà démoralisée, justifiant ainsi la militarisation du pays. Quel autre scénario pourrait être plus propice à nos maîtres politiques et patronaux, qui ne voient dans cette crise catastrophique rien d'autre qu'une bonne occasion de faire de juteuses affaires et des profits redoublés en pressant une force de travail dominée par la peur et le désespoir?

De la part des adversaires de cet ordre social, c'est un non-sens que de chanter les louanges aux pillages sans préciser le contenu social de telles actions. Une masse de gens plus ou moins organisée, avec au moins un objectif commun, qui prend et distribue des produits de première nécessité pour survivre n'est pas du tout la même chose que des bandes armées qui dévalisent la population pour s'enrichir. Le séisme du samedi 27 n'a pas seulement frappé très durement la classe ouvrière et détruit les infrastructures existantes. Il a aussi sérieusement bouleversé les rapports sociaux dans ce pays. En quelques heures, la lutte de classe a surgi avec toute sa force devant nos yeux, trop habitués peut-être aux images de la télévision pour pouvoir bien saisir l'essentiel des événements. La lutte de classe est ici, dans nos quartiers devenus des ruines dans la pénombre, crépitant et crissant sous nos pas, sur le sol même de la société, où s'affrontent dans un choc mortel deux types d'êtres humains qui se retrouvent enfin face à face: d'un coté, les femmes et les hommes à l'esprit collectif qui se cherchent pour s'entraider et partager; de l'autre, les antisociaux qui les pillent et leur tirent dessus pour ainsi commencer leur propre accumulation primitive de capital. Ici, c'est nous, les êtres invisibles et anonymes de toujours, pris dans nos vies d'exploités, de nos voisins et de nos parents, mais disposés à établir des liens avec tous ceux qui partagent la même dépossession. Là bas, c'est eux, peu nombreux mais disposés à nous dépouiller par la force le peu ou le presque rien que nous pouvons partager. D'un coté le prolétariat, de l'autre, le capital. C'est aussi simple. Dans beaucoup de quartiers de ce territoire dévasté, à ces heures-ci du petit matin, les gens commencent à organiser leur défense face à ces hordes armées. A cette heure, la conscience de classe de ceux qui se sont vus obligés, brutalement et en un clin d'oeil, à comprendre que leurs vies leur appartiennent et que personne ne leur viendra en aide, a commencé à prendre une forme matérielle ■

Message reçu 03.2010

1) Le séisme a eu lieu le 27 février 2010 en pleine nuit, avec une magnitude de 8,8. Il provoqua la mort de près de 500 personnes, mais le tsunami qui l'a suivi en rajouta encore plus de morts. Il a touché beaucoup de villes chiliennes, dont la capitale, Santiago. Mais c'est dans la deuxième agglomération du pays, celle de Concepción (900 000 hab. pour l'agglomération), que les morts et les dégâts ont été les plus graves [NdT].

LISEZ AUSSI LES ARTICLES MIS EN LIGNE WWW.INTERNATIONALISM.ORG

Une autre expression de solidarité avec les travailleurs de "Luz y Fuerza del Centro" au Mexique

Hommage au camarade Robert du GPR

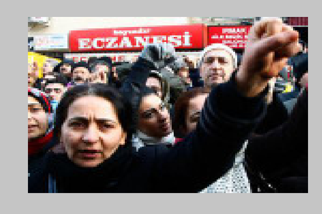
Une grande perte pour le CCI: le décès de notre camarade Jerry Grevin

En Espagne, le capital et son État nous attaquent sur tous les fronts

Colère d'enseignants à Vitry-sur-Seine : Nous ne pouvons compter que sur le soutien des autres salariés!

Journées de discussion à Lille (II): Darwin : les instincts sociaux, la morale, la nature humaine

Réunions Publiques à Marseille, Lyon et Grenoble : Harcèlements, pressions au travail : comment y résister?



Turquie : Solidarité avec la résistance des ouvriers de Tekel contre le gouvernement et les syndicats!

LE CCI SUR INTERNET

internationalism.org
E-mail: belgique@internationalism.org

ABONNEMENTS

Tous les prix en euros	Belgique	Abonnem. de soutien	Europe	Monde	Air Mail Monde
Internationalisme (4 nos)	6	10	10	15	20
Revue Internationale (FR/AN/ESP - 4 nos)	15,5	25	15,5	17	20
Internationalisme + Revue Internationale	22	40	25	35	40

Abonnement-diffuseur
à partir du 2ème Internationalisme : 1,0 EUR par numéro supplémentaire
à partir de la 2ème Revue Internationale : 2,5 EUR par numéro supplémentaire.
Envoi sous pli fermé
Internationalisme ou Revue Internationale : Belgique : + 8,5 EUR
Pour la presse territoriale d'autres sections du CCI :
contactez directement la section en question
Anciens numéros d'Internationalisme: 0,50 EUR
Abonnements par versement au compte 000-3351977-45
d'Internationalisme, BP 94, 2600 Berchem/Anvers

APPEL AUX LECTEURS

C'est encore avec de faibles forces que les révolutionnaires doivent faire face à des tâches gigantesques. C'est pourquoi nous faisons appel à tous nos lecteurs, tous nos sympathisants qui désirent collaborer à la diffusion de nos publications. Les informations dont ils peuvent disposer sur ce qui se passe autour d'eux, les comptes-rendus des discussions qu'ils peuvent avoir nous seraient également utiles, vu les difficultés auxquelles se heurte le prolétariat aujourd'hui. Enfin, nous avons besoin que notre presse soit déposée dans les librairies ou dans les kiosques, et il est souhaitable que toutes les énergies se mobilisent pour effectuer un suivi régulier de la diffusion. Au-delà des discussions que nous pouvons avoir lors de nos réunions publiques et permanences, nous appelons vivement nos lecteurs à nous écrire, soit par courier classique, soit par e-mail ou encore en plaçant vos commentaires sur notre site internet .

APPEL A SOUSCRIPTION

L'aide pour la défense de nos idées passe aussi par des souscriptions. Nous avons ouvert une souscription permanente pour le soutien de notre journal et de notre intervention. Contrairement aux organisations bourgeoises qui bénéficient de subventions de la classe dominante et de son Etat pour assurer la défense des intérêts du capital, l'organisation révolutionnaire ne vit que grâce aux contisations de ses militants. Lecteurs, votre souscription est un acte politique conscient de solidarité et de soutien à la défense des idées révolutionnaires.
Vos contributions sont les bienvenues au compte 000-3351977-45 au nom d'Internationalisme, BP 94, 2600 Berchem/Anvers, où peuvent être versées lors de nos interventions.

SOUSCRIPTION

Réunion Publique à Anvers (20.03)	136,43
Réunion Publique à Bruxelles (16.04)	60,00
	________
TOTAL JANVIER-AVRIL 2010	196,43
TOTAL GENERAL 2010	196,43
(+FOND DE SOLIDARITE	162,00)



3 EUR

Revue Internationale

141

LISEZ LA DERNIÈRE REVUE

Face à la faillite de plus en plus évidente du capitalisme
Un seul avenir, la lutte de classe!

Hommage à notre camarade Jerry Grevin

Qu'est-ce que les conseils ouvriers ? (II)
La révolution de 1917 (de février à juillet) : resurgissement et crise des conseils ouvriers

Décadence du capitalisme
La théorie du déclin du capitalisme et la lutte contre le révisionnisme

Débat interne au CCI (V)
La surproduction chronique, une entrave incontournable à l'accumulation capitaliste

Le syndicalisme révolutionnaire en Allemagne (II)
L'Union Libre des Syndicats Allemands en marche vers le syndicalisme révolutionnair

2e trimestre 2010

REUNIONS PUBLIQUES

■ à Amsterdam : samedi 1 mai, 14h, De Badcuyp, 1e Sweelinckstr. 10, 1073 CH Amsterdam-Zuid

Derrière la mystification électorale "mieux vaut Cohen que Wilders" se cache une austérité énorme

PERMANENCES * AUTRES ACTIVITÉS

■ à Anvers: **Été 2010: samedi 28 août, Journée de rencontre et de discussions avec le CCI** (contacte nous)

Pour la quatrième fois, le CCI organise le *samedi 28 août* une journée de discussions et de rencontre. C'est une occasion pour certains d'approfondir sur un certain nombre de questions et pour d'autres de tout simplement mieux faire connaissance. Un thème de discussion, choisi avec ton concours est mis à l'ordre du jour le matin et l'après midi. Libre à toi de participer à l'entièreté de la journée ou seulement à une partie. Il y a pleinement l'occasion de poser librement des questions ou tout simplement d'écouter, de découvrir, de discuter ou d'approfondir des arguments sur des sujets variés.

■ à Lille: samedi, le 12 juin à 14h30, MRES(ex-MNE), 23 rue Gosselet, Lille

LES DONNÉES LES PLUS RECENTES: fr.internationalism.org

PUBLICATIONS DU CCI

écrire sans mention du nom de la publication, sauf pour Internationalism US

ACCION PROLETARIA
Apartado de Correos 258,
Valencia 46080, Espagne

COMMUNIST INTERNATIONALIST
(publication en langue hindi)
POB 25, NIT,
Faridabad 121 00.
Haryana, INDIA

INTERNACIONALISMO
venezuela@internationalism.org

INTERNATIONALISM
320 7th Ave. #211
Brooklyn, NY 11215, USA

INTERNATIONALISME
BP 94, 2600 Berchem/Anvers,
Belgique

INTERNATIONELL REVOLUTION
IR, Box 21106,
10031 Stockholm, Suède

REVOLUCION MUNDIAL
Apartado de Correos 15-024,
C.P. 02600
Distrito Federal, Mexico, Mexico

REVOLUTION INTERNATIONALE
Mail Boxes 153
rue Damrémont, 108 - 75018 Paris,
France

RIVOLUZIONE INTERNAZIONALE
CP 469, 80100 Napoli, Italie

WERELDREVOLUTIE
WR, PO BOX 339, 800 AH
GOUDA,
Pays-Bas

WELTREVOLUTION
Postfach 410308, 50863 Köln 41,
Allemagne

WELTREVOLUTION
Postfach 2216, CH-8026 Zürich,
Suisse

WORLD REVOLUTION
BM Box 869, London WC1N
3XX,
Grande-Bretagne

WORLD REVOLUTION
(Australie)
oz@internationalism.org

Du fait des conditions politiques actuelles au Vénézuela, la BP a été fermée. Nous demandons aux lecteurs d'envoyer leur courrier à la BP en Espagne ou par e-mail à *venezuela@internationalism.org.*

De même, la BP en Australie est momentanément suspendue. Nous demandons aux lecteurs d'envoyer leur courrier à la BP en Grande-Bretagne ou par e-mail à *oz@internationalism.org*

BROCHURES DU CCI

Les publications peuvent être obtenues à nos réunions publiques et permanences, dans certaines librairies ou par versement (indiquant les publications ou abonnements souhaités) au compte 000-3351977-45 d'Internationalisme, BP 94, 2600 Berchem/Anvers (+2 euro pour les frais d'envoi)

Plate-forme et Manifeste du CCI
1,85

Ce n'est pas le communisme qui s'effondre, mais le stalinisme
1,85

Crise et décadence du capitalisme
1,85

Fascisme et démocratie, deux expressions de la dictature du capital
4,50

Guerre du Golfe
1,25

La Gauche Communiste Britannique
(anglais) 7,00

La Gauhe Communiste de France
6,00

La Gauche Communiste d'Italie
12,50

La Gauche Communiste de Russie
(anglais)10,00

La Gauche Communiste Hollandaise
24,00

La terreur stalinienne: un crime du capitalisme, pas du communisme
3,00

Le trotskysme contre la classe ouvrière
2,50

Les syndicats contre la classe ouvrière
1,85

L'Etat dans la période de transition du capitalisme au communisme
2,00

Nation ou classe
1,85

Organisations communistes et conscience de classe
1,85

Russie 1917, début de la révolution mondiale
1,85

LIBRAIRIES QUI VENDENT LA PRESSE DU CCI

Anvers:
•"Groene Waterman" Wolstraat 7
•"Dierckxsens" Melkmarkt
Bruxelles:
•"La Borgne Agasse" rue Anoul 30, 1050
•"Aden" avenue Bréart 44, 1060
•"Aurora" Rue J.Volders, 1060
•"Press Shop"
Place De Brouckère, 1000 •

Gand:
•"De Brug" Phoenixstraat 1
•"De Brug" Rijhovelaan 1
• "International Press Store" Rooigemlaan 501
•"WALRY-Nieuwscentrum" Zwijnaardsesteenweg 6

Liège:
•"Varia" rue des Mineurs 8
•"Pax" 4 place Cockerill
•"Livre aux Tresors" rue Sebastien Laruelle 4

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

INTERNATIONALISME

COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL

L'immigration et le mouvement ouvrier (1ère partie)

Avec l'aggravation de la crise économique et de la décomposition sociale, partout dans le monde les conditions de vie sont de plus en plus intolérables, en particulier dans les pays du Tiers-Monde. Dans les années à venir, les effets de la décomposition et de la guerre mais, aussi, du changement climatique, signifient que la question de l'immigration prendra probablement encore plus d'importance dans le futur. Dans cet article nous examinerons le rôle historique de l'immigration de populations dans l'histoire du capitalisme. L'histoire de la question de l'immigration au sein du mouvement ouvrier, la politique d'immigration de la bourgeoisie et une orientation pour l'intervention des révolutionnaires seront abordées dans un 2e article.

Les Nations Unies estiment que 200 millions d'immigrés – environ 3 % de la population mondiale – vivent hors de leur pays d'origine, le double de 1980. Aux Etats-Unis, 33 millions d'habitants sont nés à l'étranger, environ 11,7 % de la population; en Allemagne, 10,1 millions, 12,3 % ; en France, 6,4 millions, 10,7 %; au Royaume Uni, 5,8 millions, etc. Les sources gouvernementales et médiatiques estiment qu'il y a plus de 12 millions d'immigrés clandestins aux Etats-Unis et plus de 8 millions dans l'Union européenne. Dans ce contexte, l'immigration est devenue une question politique brûlante dans toutes les métropoles capitalistes, et même dans le Tiers-Monde.

Bien qu'il existe des variations selon les pays et leurs spécificités, l'attitude de la bourgeoisie face à cette immigration massive suit en général le même schéma en trois volets: 1) encourager l'immigration pour des raisons économiques et politiques 2) simultanément la restreindre et tenter de la contrôler et 3) orchestrer des campagnes idéologiques pour attiser le racisme et la xénophobie contre les immigrés afin de diviser la classe ouvrière.

Encourager l'immigration: La classe dominante compte sur les travailleurs immigrés, légaux ou illégaux, pour occuper des emplois mal payés, peu attractifs pour les ouvriers du pays, et pour servir d'armée de réserve de chômeurs et de main d'œuvre sous-employée, afin de faire baisser les salaires de toute la classe ouvrière et de pallier à la diminution de la main d'œuvre résultant du vieillissement de la population et de la baisse des taux de natalité. Aux Etats-Unis, la classe dominante est tout à fait consciente que des industries entières comme le petit commerce, la construction, le traitement de la viande et de la volaille, les services de nettoyage, les hôtels, la restauration, les services de santé à domicile et de garde d'enfants reposent grandement sur le travail immigré, légal ou illégal. C'est pourquoi les revendications de l'extrême droite de renvoyer 12 millions d'immigrés illégaux et de réduire l'immigration légale ne représentent en aucun cas une alternative politique rationnelle pour les fractions dominantes de la bourgeoisie et ont été rejetées comme irrationnelles, impraticables et nuisibles.

Restreindre et contrôler: En même temps, la fraction dominante reconnaît la nécessité de résoudre la question du statut des immigrés sans papier afin de garder un contrôle sur une multitude de problèmes sociaux, économiques et politiques, y compris l'existence et l'attribution de services médicaux, sociaux, éducatifs… C'est pourquoi, les différentes réformes de ces dernières années aux Etats-Unis ou en Europe (Schengen) soutenues plus ou moins ouvertement par les différentes fractions de la bourgeoisie tentent de contrôler l'immigration.

Les campagnes idéologiques : les campagnes de propagande contre les immigrés varient selon les pays, mais le cœur de leur message est remarquablement similaire; il vise en premier lieu les "latinos" aux Etats-Unis et les Musulmans en Europe, sous prétexte que ces derniers immigrés, en particulier les sans-papiers, seraient responsables de l'aggravation de la crise économique et des conditions sociales auxquelles est confrontée la classe ouvrière "du pays", car ils prendraient ses emplois, feraient baisser ses salaires, encombreraient les écoles avec leurs enfants, mettraient à sec les programmes d'assistance sociale, augmenteraient la criminalité et tous les autres malheurs sociaux. C'est un exemple classique de la stratégie de la bourgeoisie, diviser les ouvriers entre eux de sorte qu'ils s'accusent mutuellement d'être responsables de leurs problèmes, qu'ils se bagarrent pour des miettes, plutôt que de comprendre que c'est le système capitaliste le responsable de leurs souffrances. Cela sert à saper la capacité de la classe ouvrière à reprendre conscience de son identité de classe et de son unité, ce que la bourgeoisie redoute par dessus tout. La division du travail au sein de la bourgeoisie assigne à l'aile droite la tâche d'attiser et d'exploiter le sentiment anti-immigrés dans toutes les grandes métropoles capitalistes, avec un succès plus ou moins grand, trouvant un écho dans certains secteurs du prolétariat.

L'immigration et le développement capitaliste

Dans sa période ascendante, le capitalisme accordait une importance énorme à la mobilité de la classe ouvrière comme facteur de développement de son mode de production. Sous le féodalisme, la population travailleuse était attachée à la terre, ne se déplaçant quasiment pas au cours de toute sa vie. En expropriant les producteurs agricoles, le capitalisme a contraint de larges populations à quitter la campagne pour la ville, à vendre leur force de travail, fournissant une réserve indispensable de force de travail. *"Au début du capitalisme, pendant sa période d'"accumulation primitive", les liens des premiers travailleurs salariés avec leurs seigneurs féodaux furent rompus"* (1) et "*les révolutions… dépouillant de grandes masses de leurs moyens de production et d'existence traditionnels, les lancent à l'improviste sur le marché du travail, prolétaires sans feu ni lieu. Mais la base de toute cette évolution, c'est l'expropriation des cultivateurs"* (2). Avec l'avancée de l'ascendance du capitalisme, la migration massive avait une importance décisive pour le développement du capitalisme dans sa période d'industrialisation. Le mouvement et le déplacement de masses d'ouvriers vers les lieux où le capital en avait besoin étaient essentiels. De 1848 à 1914, 50 millions de personnes quittèrent l'Europe, la grande majorité alla s'installer aux Etats-Unis. En 1900, la population américaine était approximativement de 75 millions; en 1914 d'environ 94 millions. Pendant cette période, la bourgeoisie américaine a essentiellement suivi une politique d'ouverture complète à l'immigration. Ce qui motivait les ouvriers immigrés à se déraciner, était la promesse d'améliorer leur niveau de vie, la fuite de la pauvreté et de la famine, de l'oppression.

De pair avec sa politique encourageant l'immigration, la bourgeoisie n'hésita pas à mener, en même temps, des campagnes xénophobes et racistes pour diviser la classe ouvrière. On montait ceux qu'on appelait les ouvriers "natifs" – et dont certains étaient eux-mêmes de la deuxième ou troisième génération descendant d'immigrés – contre les nouveaux arrivants qu'on dénonçait pour leurs différences linguistiques, culturelles et religieuses. Même parmi les nouveaux arrivants, les antagonismes ethniques étaient utilisés pour alimenter la stratégie de division. La bourgeoisie a utilisé cette tactique de "diviser pour régner" pour contrecarrer la tendance historique à l'unité de la classe ouvrière et mieux asservir le prolétariat. Dans une lettre à Hermann Schlüter, en 1892, Engels notait: *"Votre bourgeoisie sait beaucoup mieux que le gouvernement autrichien lui-même jouer une nationalité contre l'autre: Juifs, Italiens, Bohèmes, etc., contre Allemands et Irlandais, et chacun d'eux contre les autres"*.

Alors que l'immigration dans la période d'ascendance du capitalisme a été en grande partie alimentée pour satisfaire aux besoins de force de travail d'un mode de production historiquement progressiste, dans la décadence, avec le ralentissement des taux de croissance exponentiels, les motifs de l'immigration résultèrent de facteurs beaucoup plus négatifs. La nécessité de fuir la persécution, la famine et la pauvreté qui a poussé des millions d'ouvriers pendant la période d'ascendance à émigrer pour trouver un travail et une vie meilleure, s'est accrue inévitablement dans la période de décadence. Les nouvelles caractéristiques de la guerre dans la décadence notamment ont donné une nouvelle impulsion à l'émigration de masse et au flot de réfugiés. Avec le début de la décadence, la nature de la guerre se transforma de façon significative, impliquant toute la population et tout l'appareil économique du capital national. Ce qui engendra des migrations massives de réfugiés terrorisés et démoralisés au XXe et maintenant au XXIe siècle.

(suite à la p. 5)